



Sénatoriales : Une chance historique

Page 5

Les Nouvelles de Loire Atlantique nla

Bimensuel édité par la fédération de Loire Atlantique du Parti Communiste Français

Numéro 919

22 septembre 2011

prix: 0,70 €

Fête de l'Humanité



Le changement en partage

■ Lybie

Le CNT et l'islam P 2

■ Châteaubriant

A l'occasion du 70^{ème} anniversaire de la fusillade de Châteaubriant, NLA part à la rencontre de personnalités du département

P 3

■ Fête de l'Humanité

Débat, culture et politique, un week-end offensif

P 3 et 4

■ L'homme et la nature

Comment concilier activités humaines et écologie

P 6

■ Rentrée sociale



Tous en grève le 11 octobre

P 7

Les Nouvelles de Loire Atlantique nla

Aujourd'hui, Les Nouvelles de Loire-Atlantique, ce sont des milliers d'abonnés ou de lecteurs occasionnels.

Abonnements, diffusion militante:

Participez à la diffusion des Nouvelles de Loire-Atlantique!

Pour tout renseignement: 02 40 35 03 00
ou nlapublicite@orange.fr

L'actualité politique...

EN BREF

Ça continue

Après le discours de Grenoble, le débat sur l'identité nationale, l'Afrique qui ne serait pas rentrée dans l'histoire, la stigmatisation des roms, les blagues douteuses d'Hortefeux sur les maghrébins, les réquisitions de tramway, c'est encore Claude Géant qui s'illustre en condamnant, cette fois-ci, les roumains ! Ils sont bien pratiques ces étrangers pour détourner l'attention des vrais problèmes, mais l'illusion ne saurait durer.

A la dure

UN ENCADREMENT MILITAIRE POUR LES JEUNES DÉLINQUANTS.



Sarkozy entrerait-il en campagne par les chemins de la sécurité? Alors que la crise est l'angoisse numéro un des français, le président vient d'annoncer son intention d'ouvrir des centres où les militaires seraient chargés d'encadrer de jeunes délinquants. L'idée n'est pas neuve, Royal crie déjà au plagiat, mais surtout l'idée est complètement saugrenue. Pourquoi, par prévention, ne pas confier à ses formidables éducateurs spécialisés que sont les militaires nos enfants dès la maternelle, la trique, il n'y a que ça de vrai !!!

Le candidat Yoyo

Pas facile de devenir président de la République, personnage important, sauveur du monde et de l'humanité. Nicolas Hulot encore amer de s'être échoué sur l'écueil Joly déclare avec humilité être au dessus des clivages idéologiques et rompt définitivement avec ces anciens amis d'EELV, trop sectaire à son goût. Hulot réfléchit encore au grand destin qui l'attend : le plus raisonnable serait sans doute super héros à la télé.

C'était mieux avant

A lire ou à entendre les propos des militants FN lors de leur dernière université d'été : c'était vraiment mieux avant ! Pas d'étrangers, pas d'avortement, moins d'associations, plus de travail, plus d'ordre, s'était vraiment, mais alors vraiment mieux avant ! Pour que demain ne soit pas hier et ne soit pas pire qu'aujourd'hui c'est pas la PEN.

Banqueroute

A se repaître sur le malheur des autres et à manger de la viande avariée on risque l'indigestion. Autrement dit à prêter de l'argent à des taux prohibitifs à des pays au bord de la faillite on risque gros. La société générale qui sent le vent tourner a trouvée la solution pour rassurer les marchés : licencier... Comme le dit le Slogan : Société Générale - L'esprit d'équipe.

Point de vue

par Jérôme TURMEAU

Des dizaines de personnes se sont bousculées à la fête de l'Humanité ! Cela témoigne de l'énorme succès de cette fête populaire qui en un week-end rassemble tout ce qui fait vie : Débat politique, gastronomie, culture...

Une fête qui à la veille d'échéances électorales primordiales pour le pays : sénatoriales, présidentielles, législatives, est devenue un lieu non seulement de contestation contre les politiques libérales mais aussi de construction avec le lancement du Programme Populaire et Partagé du Front de Gauche.

Un programme de rupture c'est justement ce que semblent attendre les nombreux visiteurs qui se sont rendus à la fête de l'humanité.

En effet, il y a urgence à intervenir et à bousculer le cours des choses. La bienveillance du gouvernement à l'égard des marchés et du secteur financier que chaque décision (plan d'austérité, règle d'or, non remplacement d'un fonctionnaire sur deux...) vise à rassurer et à protéger - alors même que les marchés malmènent les états et spéculent sur leurs dettes - représente un danger énorme. Nous assistons à un spectacle surréaliste où les dirigeants politiques au

pouvoir nourrissent eux-mêmes une crise dont nous ne voyons pas, encore aujourd'hui, tous les méfaits mais dont on peut penser qu'ils seront catastrophiques. Non contents d'avoir complètement cassé le système social français, l'UMP livre le peuple en pâture aux appétits des carnassiers.

Oui, il y a urgence à imposer une politique de rupture, urgence à limiter le pouvoir de nuisance de la droite, c'est la raison pour laquelle le PCF avance uni pour les sénatoriales avec la chance que le sénat puisse basculer à gauche et contrecarrer les politiques de l'UMP.

Pour un réel changement en 2012 il sera nécessaire de populariser les idées défendues par le PCF et ses partenaires du Front de Gauche. La politique se mène avec le peuple, comme à l'image de ce que l'on a pu voir sur la fête. Dans le prochain numéro des nouvelles vous pourrez retrouver le Programme Populaire et Partagé, ce sera l'occasion de le faire circuler largement.



Retrouvez le Programme Populaire Partagé dans le prochain numéro des Nouvelles

La Libye livrée à l'Islam ?

Nombre de commentateurs politiques se sont répandus durant des semaines sur la chute de Khadafi en Libye, y voyant une victoire de la démocratie. Le récent discours du numéro un du Conseil national de transition, Mustapha Abdeljalil, devrait calmer bien des ardeurs. L'ancien ministre de la justice du colonel, aujourd'hui reconnu par les puissances occidentales comme leur interlocuteur, a en effet affirmé que « l'islam sera la principale source de la législation » de la nouvelle Libye ! Il a même tenu à préciser : « Nous n'accepterons aucune idéologie extrémiste de droite ou de gauche. Nous sommes un peuple musulman à l'islam modéré, et nous allons rester sur cette

voie ». Les Nations Unies commencent d'ailleurs à s'émouvoir de telles déclarations, s'inquiétant en particulier du peu de poids des femmes dans le nouveau régime. Le numéro un du CNT libyen ne s'en tient d'ailleurs pas au seul discours. C'est ainsi qu'on apprend que, sans concertation, la nouvelle constitution du pays est en train de s'écrire. « Nous avons reçu des ébauches de la constitution libyenne. Nous comprenons qu'elles sont préliminaires et provisoires, mais elles ne respectent pas les changements modernes selon lesquels la vie politique ne concerne pas que les hommes » a déclaré l'ambassadeur de Norvège à l'ONU.

Parallèlement, si Amnesty International, dans un récent rapport, a accusé le régime de



Muammar Kadhafi de crimes contre l'humanité, l'organisation de défense des droits de l'homme a également pointé du doigt les abus commis par des combattants proches du CNT qui pourraient constituer des crimes de guerre. Enlèvements, détentions arbitraires, tortures et assassinats sont ainsi à mettre au « passif » de combattants

du CNT affirme Amnesty. Un chirurgien opérant dans un hôpital de campagne près de Bani Walid, dénonçant les traces de tortures relevées sur un prisonnier s'est ému : « je crains que l'on ne soit en train de remplacer un Kadhafi par un autre », a-t-il dit. Pendant ce temps, sur le terrain, les combats continuent...

De vous à moi...

A force de petits Pshittts la baraque Chirac va finir par exploser. Dernier pshittt en date, le pshittt France-Afrique et les valises bourrées à craquer de l'avocat Robert Bourgi à l'attention des dits Chirac et Villepin.

Un petit pshittt bien explosif en plein pshittt des emplois présumés fictifs de la mairie de Paris. Bourgi, ami d'hier de la chiraquie en passant dans le camp de Sarkozy sert aujourd'hui à solder les

comptes : c'est la guerre atomique à droite entre le RPR old school et l'UMP new look. Seulement il semblerait que cette affaire de valises bourrées de dollars puisse rebondir sur Sarkozy. En effet, selon des câbles révélés par WikiLeaks, 28 millions d'euros auraient été détournés par Omar Bongo pour financer les activités politiques de Jacques Chirac mais aussi celles de Nicolas Sarkozy.

Déjà accusé de faire le facteur chez Mme Betancourt voilà que Sarkozy aurait également bénéficié de l'argent détourné par des dirigeants africains. Quant à Chirac il vient subitement de retrouver la mémoire en portant plainte pour diffamation contre Robert Bourgi. Comme l'affirme son avocat, Maître Kiejman : « Jacques Chirac n'en est pas au point de ne pas se souvenir de ce qu'il n'a pas fait », limpide non !!!

VITE LU VITE DIT

**A gauche,
à gauche
et encore
à gauche vous
arriverez
à droite**

L'UDB ainsi que le parti de gauche devraient déposer une liste pour les sénatoriales. Une liste à la gauche de la gauche peut on lire dans la presse locale. Pour autant c'est avec le PS que Françoise Verchère a été élue au conseil général et c'est toujours avec le PS que Bertrand Vrain et les alternatifs continuent leur mandat à la mairie de Nantes.

Optimiste

Le patron du Medef régional qui annonce à nos confrères de Ouest-France : une bonne année 2011 sur le plan économique, pense qu'il faudrait une meilleure répartition des richesses créées par l'activité économique !!! Mais seulement par l'intéressement et la participation : faut pas pousser !!!

L'écho des commémorations



Le 70ème anniversaire des fusillades de Châteaubriant revêt cette année une importance particulière. Il se déroulera dans un contexte qui - toutes proportions gardées avec la résistance au régime nazi et à la collaboration - appelle également à des résistances. Résistance, avant les présidentielles, contre les idées nauséabondes distillées par l'extrême droite et par une partie de la droite,

résistance à la casse du model social français hérité du conseil national de la résistance. Un 70ème anniversaire avec pour thème : **Tous les Guy Moquet du monde** qui nous rappelle combien tous les actes de résistance, partout dans le monde, concourent à l'élaboration d'une société plus juste, à l'exemple de ces jeunes qui dans les rues de Tunis ont combattu la dictature. Un 70ème anniversaire qui

devra compter avec la participation de deux dirigeants d'importance que sont Bernard Thibault secrétaire général de la CGT et Pierre Laurent secrétaire national du PCF. Tous les 15 jours, NLA donnera la parole à des personnalités du département sur ces commémorations. Cette semaine, c'est à Laurence Danet de l'UD CGT 44.

Par Laurence Danet

« Il y a 70 ans, 27 otages du camp de Choisel à Châteaubriant étaient fusillés.

27 fusillés tombés sous les balles allemandes en 1941.

En représailles à l'exécution du lieutenant-colonel Hotz, à Nantes, par trois jeunes communistes, Pierre Pucheu, alors ministre de l'Intérieur de Vichy, livre aux Allemands une liste de 48 noms, beaucoup étaient des syndicalistes de la CGT, ils avaient résisté à l'oppression nazie et à la collaboration de l'État français. Cinq d'entre eux avaient négocié les accords de branches succédant aux accords Matignon, à qui l'on doit notamment les congés payés et l'instauration des quarantes heures...

Ces otages, Ténine, Môquet, Poulmarch, Grandel, Timbaud, pour ne citer qu'eux, nous parlaient de liberté et de progrès social. Ils nous ont simplement demandé de faire l'effort d'être dignes de leur départ.

Par notre engagement syndical nous sommes profondément attachés aux valeurs qui ont animé ceux qui sont morts dans la carrière. Notre avenir se projette dans les valeurs qui ont fondé les combats des résistants de l'époque et qui fondent, aujourd'hui encore, les grands combats sociaux.

Et n'oublions pas, comme disait Lucie Aubrac que : « Résister est un verbe qui se conjugue au présent. »

En tant que dirigeants syndicaux nous avons le devoir de transmettre cette partie de notre histoire à notre entourage (famille, ami, collègues).

Nous vous invitons donc à venir nombreux le dimanche 23 octobre prochain à la carrière de Châteaubriant. Une cérémonie aura aussi lieu au terrain du Bêle le vendredi 21 octobre.

Alors, soyons dignes d'eux... »



PUBLICITÉ



SÉRIE LIMITÉE OVALIE
**UNE SÉLECTION
DE HAUT NIVEAU**



TWINGO 16V 75
8 990 €*
SOUS CONDITION DE REPRISE
Bonus écologique de 400 € déduit

- ✓ PEINTURE MÉTALLISÉE
- ✓ CLIMATISATION RÉGULÉE
- ✓ JANTES ALLIAGE
- ✓ RADIO CD MP3 BLUETOOTH®
- ✓ VITRES ARRIÈRE SURTEINTÉES

www.renault.fr



**RENAULT
VOITURE OFFICIELLE**

*Prix conseillé pour une Twingo Ovale 1.2 LEV 16V 75 eco? ES incluant 400€ de bonus écologique et la prime de reprise Renault de 1000€, sous condition de reprise d'un véhicule de plus de 8 ans, par rapport au prix conseillé de 10390€ selon tarif n°2185-01 au 31/08/11. Consommation mixte (l/100km) : 4,7. Émissions CO₂ (g/km) : 109. Offre non cumulable, réservée aux particuliers, valable jusqu'au 30/09/11 dans le réseau Renault participant, dans la limite de 200 véhicules disponibles. Les chiffres sur le ballon sont une marque déposée par Gilbert. Nike et Gilbert sont des marques déposées. RENAULT QUALITY MADE: la qualité par Renault. Renault CIR



CENTRE AUTOMOBILE DE L'ÉTOILE

380, route de la Côte d'Amour - Océanis - SAINT-NAZAIRE

02 40 17 20 20

www.promocar.fr

et son réseau d'agents participants

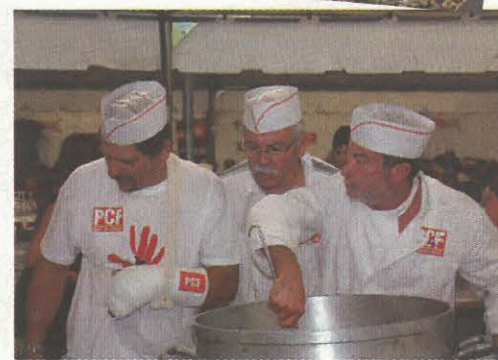
Fête de L'Humanité

■ **Stand de la Loire-Atlantique : la fraternité en action**

Plus de 70 camarades étaient présents pour faire vivre le stand de la Loire-Atlantique sur la fête de l'Humanité. Tel un orchestre mis en musique par Daniel Frouin, les camarades ont travaillé sans relâche oubliant les petits bobos et la fatigue qui pour les uns s'accumulait depuis une semaine. On ne

compte plus les huîtres ouvertes, les bouteilles de muscadets et la bonne humeur mise à l'ouvrage. Cette année encore le stand n'a pas usurpé sa réputation de table gastronomique, une réputation due à la qualité des produits, à leur préparation et à l'accueil des serveurs. De la cuisine en passant par le service, du bar en passant par le camion frigo dans lequel 3 camarades ont passé une bonne partie de leurs journées à préparer les fruits de mer, c'est une équipe quasi-professionnelle qui a fait tourner la table de l'atlantique.

N'oublions pas non plus les équipes de renforcement, les copains armés de leur pétitions contre la vie chère où encore les JC qui ont réchauffé les cœurs des visiteurs venus nombreux pour débattre, échanger et rêver...



Exigences de rupture et solidarité

■ Les révoltes nécessaires des peuples arabes



C'est un véritable week-end de solidarité et de réflexion autour des révolutions arabes, celles là même qui ont reversées ou tentent de renverser les dictateurs du Maghreb et du Machrek qui s'est déroulée le week-end dernier sur la fête de l'huma.

Le vendredi soir à l'agora de l'Humanité et tout le samedi après midi au village du monde, des responsables politiques, associatifs, des artistes, des intellectuels de divers pays se sont succédés pour évoquer la situation, et débattre des enjeux et des espoirs pour le monde arabe.

Des mouvements de révolte qui se sont enflammés depuis la Tunisie, pays qui compte 700000 chômeurs dans la classe d'âge des 18-24 ans, une jeunesse paupérisée et entravée. Malgré tout, l'ensemble des mouve-

ments sociaux qui ont traversé et qui traversent encore les pays arabes n'ont pas tous contribué à faire tomber les régimes en place. Cependant, malgré leur hétérogénéité, ces mouvements montrent - comme l'ont fait remarquer un certain nombre d'intervenants - que **malgré la répression, la lutte continue (Maroc, Algérie, Syrie...) autour de revendications simples : un état de droit et une société solidaire où l'essentiel des richesses n'est plus accaparé par une oligarchie.** Une envie de liberté que les acteurs des mouvements de révolte n'ont pas envie de se faire voler par les fondamentalistes, se rappelant que l'ennemi des révolutions se trouve aussi parmi les anciennes puissances coloniales qui, par le passé (et parfois pas si lointain), ont pris fait et cause pour les

tirants qui grâce à leur soutien sont restés de longues années au pouvoir.

Reste à ces pays à construire des sociétés démocratiques, modernes et laïques où le droit des femmes est respecté, un défi que nous pouvons aussi faire notre.

■ Le tour du monde des indignés

Alors que l'ensemble du monde capitaliste serre la ceinture de l'austérité, de ci de là, les peuples s'indignent. C'est tout naturellement que l'Humanité a donné la parole à des indignés grecs, espagnols ainsi qu'au député communiste israélien Dov Khenin.

Tous ont montré leur détermination à poursuivre la lutte pour une véritable démocratie et une plus grande justice sociale. Une lutte qui en Israël prend un aspect singulier. Comme le fera remarquer Dov Khenin le pouvoir israélien se sert de l'occupation des territoires palestiniens pour légitimer et favoriser l'injustice sociale en Israël, la situation des deux pays étant pour lui étroitement liée : **« Il n'y aura pas d'avenir pour les israéliens, s'il n'y a pas d'avenir pour les palestiniens »** dira-t-il. La lutte continue...

■ En France, reprendre le chemin des luttes sociales

« S'il n'y a pas de mobilisation, la situation risque de s'aggraver » tonnait Bernard Thibault à l'attention d'une pleine salle venue l'écouter. De mobilisations, de revendications, de constructions, il en aura été question lors de cette fête de l'humanité. Une fête singulière coïncée

■ La santé en danger

Sur le stand national du parti communiste français, la santé a fait l'objet d'un débat qui laisse place à de grandes inquiétudes quant à l'avenir d'un système pourtant essentiel. Michel Anthony président de la coordination nationale Notre santé en danger a déploré les attaques **« contre la démocratie et l'aménagement sanitaire du territoire »** Pour lui, la santé vit des heures très graves et part en lambeaux : réduction du nombre de lits, réduction de personnels, fermeture de services, une situation qui pèse autant sur les usagers que sur le personnel hospitalier. Pour Nadine Prigent de la CGT, il faudra **faire du 11 octobre prochain une grande mobilisation pour la santé** et en finir avec des objectifs comptables et financiers pour enfin répondre aux besoins des usagers.

entre une crise financière sans précédent et des échéances politiques forcément importantes pour l'avenir de la France. En attendant un changement, une rupture avec le système capitaliste tel que le propose le parti communiste français et l'ensemble du front de gauche, les forces sociales doivent se réapproprier la rue. **Pour Bernard Thibault, c'est le moment pour que le mouvement social s'affirme, pour dire non au plan Fillon, non à l'austérité et pour forcer les partis politiques à se positionner avant les échéances électorales.**

Parmi tous les témoignages dans les divers débats qui ont eu lieu, la question des services publics et de leur

démantèlement a été posée avec force. S'il a été question de la qualité des services rendus aux usagers, la question de la souffrance au travail de fonctionnaires qui voient leurs missions dévoyées a également été soulevée.

Dans plusieurs débats et sous différentes formes les acteurs politiques, comme syndicaux, **ont unanimement déploré le fait que les états soient sommés par les agences de notation de se désintéresser des services publics comme de la protection sociale.**

L'argent doit cesser d'être confisqué pour aller vers le progrès social disait un dirigeant syndical, **c'est sans doute ce que rappelleront les manifestants le 11 octobre prochain.**



Pierre Laurent : Extrait du discours



Dans huit mois aura lieu l'élection présidentielle. Nous devons ensemble prendre une décision. Allons-nous lutter ? Allons-nous décider que l'élection présidentielle et les élections législatives marqueront le grand retour du peuple sur la scène politique ? **La gauche populaire, la gauche vivante, la gauche syndicale, la gauche intellectuelle sont en France des forces immenses.** Et pourtant nous ne sommes pour le moment qu'un désordre de courage. Notre responsabilité est de trou-

ver le chemin de l'unité ! **Comment? En disant ce que nous voulons, tous ensemble (...).**

Oui, nous n'oublierons pas à la porte du bureau de vote ce qui nous a rassemblés dans la rue pour les retraites.

Oui, nous voulons la maîtrise publique du secteur bancaire et financier, pour mettre hors d'état de nuire les spéculateurs et ouvrir le crédit pour répondre aux besoins d'un nouveau développement social, industriel, écologique. Et il faut dire les mots qui fâchent: oui, il faudra nationaliser des banques!

Oui, nous voulons abolir l'insécurité sociale. Oui, nous voulons briser le tabou sur les salaires. Et après avoir recueilli cet été 250000 signatures sur notre pétition nationale, nous marcherons à travers tout le pays, car les salaires ne sont pas le problème mais la solution !

Oui, nous voulons refonder la République. Oui, nous voulons

une sixième République. Et il faut dire les mots qui fâchent: nous voulons de nouveaux droits pour les travailleurs, nous voulons des pouvoirs pour la gestion des entreprises, nous voulons la démocratie sociale, car sans elle, la gauche se brisera sur les puissances d'argent. Oui, nous voulons refonder l'Europe, avant que la crise ne la fasse voler en éclats. (...) Oui, nous voulons élever la voix de la France en Europe pour lever l'espoir des peuples d'Europe. Et il faut dire les mots qui fâchent: pour changer l'Europe, il faudra balayer le traité de Lisbonne ! (...)

Nous sommes prêts, nous sommes unis. Avec notre candidat commun à l'élection présidentielle, et quel candidat! Jean-Luc Mélenchon. Avec toutes ces forces du Front de gauche ici rassemblées. Avec notre programme "l'Humain d'abord". Avec les candidats communs que nous présenterons partout aux élections législatives! Car demain, c'est à l'Assemblée et au Sénat que se

voteront les lois, pas à l'Élysée.

Alors, à présent tout dépend de vous. Il suffit parfois d'une étincelle pour embraser la plaine. (...)

Alors, le Front de gauche n'est pas d'abord ici sur cette scène.

Non. C'est à vous de décider si le Front de gauche est ici, parmi vous, si cela vaut la peine de monter des escaliers, de frapper à la porte du voisin, de donner vingt euros pour payer quelques affiches. **C'est à vous de décider et sachez une chose: les femmes et les hommes qui vous parlent ont décidé d'être dignes de vous, d'être dignes du rendez-vous de l'histoire, nous sommes unis.**

Que vous soyez membre d'un parti ou pas, que vous soyez d'accord avec tout ou pas, c'est à vous de décider, nous sommes prêts, **nous avons l'énergie pour combattre mais l'énergie de la victoire est dans vos mains, dans vos seules mains. Il suffira d'un signe. Et le moment viendra, tout changera de place.**

Le dossier.

Elections sénatoriales 2011

Battre la droite le 25 septembre !

■ Faire valoir d'autres choix !

A l'occasion des élections sénatoriales du 25 septembre prochain, pourrait se réaliser un bouleversement tout à fait inédit dans l'histoire de la 5ème République : un Sénat majoritairement à gauche. Depuis 4 ans, les mauvais coups contre les salariés, les plus modestes, s'accroissent : réduction des dépenses publiques utiles, allongement de l'âge de la retraite, déstructuration des services publics, de la protection sociale, de la santé... asphyxie des collectivités locales. Dans cette situation et ce contexte de crise, **mettre un frein à la politique du pouvoir en mettant la droite en échec lors de ce scrutin est d'un enjeu considérable.** Une victoire de la gauche serait un bon signe, et un handicap pour N. Sarkozy pour la fin de son handicap. C'est possible : Il s'en faut de quelques sièges. Pour cela, les communistes se sont inscrits dans une dynamique nationale de conquête de toute la gauche, rassembleuse où chaque composante de ce rassemblement est respectée.

Equilibres politiques actuels

La majorité sénatoriale se compose des 147 sénateurs du groupe UMP, auxquels s'ajoutent 2 sièges vacants précédemment détenus par des sénateurs UMP (67 à renouveler). Au centre, le groupe de l'Union Centriste (UC) compte 29 sénateurs (19). Le groupe du Rassemblement démocratique et social européen (RDSE) compte lui 18 sénateurs (5). À gauche, le groupe Socialiste (Soc) compte 115 sénateurs, dont 8 apparentés et 4 Europe Écologie-Les Verts (49 à renouveler), tandis que 24 sénateurs siègent actuellement au groupe Communiste Républicain Citoyen et des sénateurs du Parti de gauche (CRC-SPG) (19 sièges concernés). Compte tenu de 5 sièges supplémentaires, le Sénat comptera 348 sénateurs au lendemain des élections : **il faudra**

obtenir 175 sièges pour avoir la majorité absolue au Sénat.

Processus de décisions

L'adresse aux communistes adoptée par le conseil national du 7 janvier 2011 précisait que **les Sénatoriales 2011 étaient essentielles.** « La majorité du Sénat peut basculer à gauche pour la 1ère fois dans la Vème République.



Nous ferons tout pour atteindre cet objectif en confortant le groupe communiste et Parti de gauche, dont 19 élu-e-s sont renouvelables » précisait-elle. **Le PCF s'est ainsi engagé dans la construction de listes de larges rassemblements de la gauche et des écologistes.** Après avoir engagé des discussions avec les partenaires de gauche du département, conformément à nos statuts et en accord avec ses instances nationales, le conseil départemental a validé la stratégie et la 4ème place sur la liste rassemblée à gauche et fait appel à candidature. Le bulletin « Liaison infos » de mai vous informait de cette décision. Ensuite le conseil départemental a désigné notre camarade Sabine MAHE, maire de Trignac, en 4ème

position sur la liste « Unité, Solidarité territoriale, Proximité » conduite par le socialiste Yannick Vaugrenard. **Ce n'est qu'ensemble que nous battons la droite au Sénat.**

Onze raisons de renforcer le groupe CRC-SPG

Des élus qui :

- défendent les collectivités et la démocratie locale,
- se mobilisent contre la casse des services publics,
- défendent les intérêts et la dignité des salariés,
- veulent sanctionner les vrais responsables de la crise et qui veulent rompre sans ambiguïté avec le libéralisme,
- défendent la ruralité,
- n'acceptent pas la dérive sécuritaire,
- plaident pour une profonde réforme des institutions,
- concilient justice sociale et écologie,
- veulent construire une autre Europe,
- défendent l'accès à l'éducation et à la culture pour tous,
- agissent pour un monde plus juste et pacifique.

Listes dans notre département

Liste Yannick VAUGRENARD : « Unité, solidarité territoriale, proximité » Liste PS- Europe écologie-PC
Liste d'André TRILLARD : « Vie et Avenir de la Loire-Atlantique » liste UMP
Liste d'Hervé LECA : « Liste Front National pour la défense des communes de France »
Liste de Joël GUERRIAU : « Une nouvelle dynamique pour la Loire-Atlantique » Liste centriste
Liste de Benoît RUBIN : « à gauche vraiment » Liste PG, les Alternatifs

Ils ont dit

■ Solidarité territoriale et proximité, pour un statut de l'Elu (e) et la suppression de la réforme territoriale.

Je suis Candidate sur la Liste "Unité, Solidarité Territoriale, Proximité" présentée pour les élections Sénatoriales du 25 septembre 2011 **parce que les propositions formulées par celle-ci me conviennent.** Mon engagement sur cette liste correspond aux valeurs de solidarité et de progrès social défendues par les communistes.

Je suis particulièrement attachée à la construction d'un **statut de l'Elu-e** qui per-

mettra à de jeunes élu-e-s de mener à bien leur mission.

Je souhaite aussi **la suppression de la réforme territoriale** qui contribue à l'appauvrissement des communes résultant du désengagement progressif de l'Etat. Redonner des marges de manœuvre financières aux collectivités territoriales, étranglées financièrement, c'est leur permettre de répondre aux attentes des populations. **Cette réforme condamne les services publics si essentiels pour nos concitoyens.** Leur développement durable s'impose face à la crise qui s'approfondit. **Cette réforme met aussi en cause le pacte républicain et l'indispensable développement**

de la démocratie.

Dans quelques jours, les grands électeurs peuvent permettre que le Sénat passe à Gauche pour faire barrage à la droite et au choix du chef de l'Etat. Il s'agit bien de participer à la construction d'une alternative crédible.

Sabine MAHÉ
Maire de Trignac



■ Pour un message clair !

Sans revêtir un caractère de premier plan, ces élections sont l'occasion, pour les élus de proximité, d'envoyer un message clair au pouvoir en place, en appelant à voter pour les listes d'union à gauche et faire basculer ainsi la « haute Assemblée » du côté des défenseurs des collectivités locales et des citoyens.

De réformes en tous genres qui vident le contenu des valeurs de notre République aux avalanches de normes européennes ou autres au nom des équilibres budgétaires, **les élus de base sont confrontés à l'inimaginable décalage entre les décideurs et leurs administrés.** Notre pragmatisme et notre rôle d'écoute des habitants nous conduisent à dénoncer les coupes sombres opérées au niveau des services publics, le gel des dotations de l'Etat et les attaques continues

en matière de santé et de logement. Notre vote pour la liste « Unité, solidarité territoriale, proximité » sera un acte politique fort, donnant du sens à nos convictions de justice sociale pour un réel partage des richesses entre les territoires. Enfin, permettre aux élus communistes et républicains de notre département de pouvoir compter une sénatrice parmi eux, augure d'un renouveau et d'un dynamisme prometteurs.

Jean-Luc PLUMELET
Adjoint au maire de Blain



■ À la conquête du Sénat par la gauche !

Dans un contexte de crise, le gouvernement français poursuit sa politique antisociale : démolition de la retraite à 60 ans, asphyxie des collectivités locales, déstructuration des services publics, de la protection sociale, de la santé, RGPP et casse des services publics, mise en place de budgets d'austérité dans tous les domaines de la vie publique.

La crise financière a aggravé la situation sous la houlette de l'Union européenne et du FMI, en faisant payer la note aux salariés. Dans cette situation politique, les élections sénatoriales constituent une échéance très importante pour faire barrage à tous ces mauvais coups et développer des

dynamiques gagnantes pour la gauche jusqu'en 2012. **L'enjeu est considérable, il s'agit d'obtenir la majorité au Sénat.**

Je soutiens la liste de gauche où figure Sabine MAHE, Maire Communiste de TRIGNAC, en 4ème position. **Il faut que la voix du peuple entre au Sénat !**

Valérie VILLEMAINE
Adjointe au maire de Bouguenais



Evènements, culture, idées.

L'Homme n'est pas contre Nature - Plaidoyer pour concilier activités humaines et écologie (Alain Pagano, fondation Gabriel Péri)

« Mettre en accusation l'Homme, ses activités humaines comme contraire à la Nature, est fortement réducteur et cela conditionne notre appréciation de la dégradation des écosystèmes et nos réponses concernant leur protection ». Loin de nier les enjeux écologiques qui font l'actualité, Alain Pagano* dans une tribune libre publiée par la Fondation Gabriel Péri, fait part de ses réflexions sur des thèmes en lien direct avec son expérience d'enseignant chercheur s'intéressant aux questions d'écologie scientifique, de protection de la biodiversité et des écosystèmes. L'auteur, partant d'un constat incontestable, l'impact négatif sur la faune et la flore d'un certain nombre de phénomènes de la société contemporaine (expansion urbaine, constructions routières, agriculture intensive, pollutions, réchauffement climatique...) remet en cause un discours, fortement moraliste, qui fustige l'activité humaine, destructrice pour la nature. Ce discours cache, selon lui, un biais conceptuel. « Si d'un point de vue philosophique, l'Homme est opposé à la Nature, d'un point de vue biologique, l'Homme fait partie de la nature, est un élément, parmi d'autres de l'écosystème ». S'il ne nie pas le fait que l'Homme modifie son milieu, il n'est pas le seul : « il existe de très nombreuses espèces (les espèces ingénieurs, dont le Castor est un exemple parmi d'autres) qui contribuent à des modifications profondes des écosys-

tèmes qu'elles occupent sans qu'on crie au loup! ». Il s'agit donc là de proces-



sus naturels dont il s'agit de savoir si les proportions prises par ces modifications sont acceptables d'un point de vue sociétal. Oui, affirme-t-il, l'Homme s'accapare des ressources naturelles sans souci de leur exploitation durable détériorant de manière irréversible des écosystèmes. Non, ajoute-t-il de manière tout aussi affirmative, cela ne saurait justifier le « retour à la Nature », un repli des activités humaines, une décroissance, comme le prônent nombre d'organisations de défense de la nature, de lobbies. Proposant de dépasser l'approche binaire opposant l'Homme et ses activités à la protection de la Nature, l'auteur pense que doit être explorée une voie passant par des activités plus respectueuses des ressources naturelles en amont et en aval. « En amont, l'agriculture bio, les circuits courts, sont des réponses pertinentes pour limiter certains impacts environnementaux (...), en aval, les « mesures compensa-

toires » sont une réponse. » Celles-ci consistent à re-créer des

écosystèmes équivalents pour annuler l'impact négatif sur l'environnement. Aussi pour dépasser les approches un peu « primaires » qui empruntent à l'opposition Homme-Nature, Alain Pagano estime qu'il y a là un fort besoin de formation du grand public pour montrer que la conciliation des deux est possible. La « vulgarisation scientifique » en est, selon lui, l'un des moyens. Enfin l'auteur évoque le marché que représente la défense de l'environnement, de la biodiversité. Ce marché permet à des bureaux d'études en environnement, laboratoires universitaires de vivre. Ils sont dépendants de donateurs d'ordres publics ou privés et peuvent donc être tentés de minimiser certains impacts environnementaux pour plaire aux donneurs d'ordres et s'assurer d'autres marchés. Ce lien de dépendance n'est pas sein et mérite solution. Pour lui, l'évaluation des impacts environnementaux devrait être confiée à un

service public indépendant financièrement des structures qui demandent l'évaluation. Il devrait s'agir d'une mission du ministère de l'écologie dotée de moyens. Il faut redonner, dit-il, un rôle plus fort à l'expertise, et re-donner du crédit à l'expertise indépendante. Or l'expertise est souvent réalisée par des universitaires lesquels subissent de plein fouet la réforme des universités dite loi LRU. L'un des effets néfastes essentiels est le glissement du financement public des recherches universitaires vers des financements ou les fonds privés sont de plus en plus importants. Cela menace l'indépendance de l'expertise. Enfin l'auteur de la tribune trouve le concept de décroissance très malade car susceptible de bien des dérives. La décroissance des activités humaines n'est pas acceptable. Défendant une croissance des activités respectueuses de l'environnement, citant les activités de recyclage, d'agriculture bio, les modes de déplacements doux, les énergies renouvelables, il conclue par un plaidoyer pour le développement d'emplois du génie écologique qui permette de progresser sur les mesures compensatoires, pour le développement de la recherche publique en écologie.

Alain Pagano est maître de conférence en écologie, membre du conseil scientifique de la fondation Gabriel Péri

Fondation Gabriel Péri : www.gabrielperi.fr

LIRE

La crise de cent ans

Jean-Louis GOMBEAUD

LA CRISE DE CENT ANS



Sous un titre un peu sibyllin, c'est à un retour salutaire sur l'économie politique auquel nous convie Jean-Louis Gombeaud. L'hypothèse développée par l'auteur qui nous a habitués à des chroniques plus conventionnelles sur RTL et La Chaîne parlementaire est forte. « La concurrence exacerbée peut annihiler les potentiels de croissance. » Tel est le cœur de la démonstration développée au long de ces trois cent quarante pages qui se dévalent d'une traite. Ce livre est la version remaniée et enrichie d'un ouvrage de Jean-Louis Gombeaud et Maurice Decailot, publié il y a maintenant quinze ans sous le titre, le Retour de la très grande dépression. Les faits d'aujourd'hui donnent crédit aux auteurs d'alors. La crise actuelle est une récurrence historique, conséquence des contradictions du marché. Ce dernier n'a historiquement permis la croissance que parce qu'il a coexisté qu'avec des formes non marchandes. Ces dernières sont aujourd'hui laminées, laissant la concurrence seule aux prises avec ses contradictions. Pour sa démonstration, l'auteur renoue avec la théorie féconde des cycles multiséculaires. Il déploie, sous nos yeux, une vaste fresque historique : décrivant les difficultés du grand marché romain, les crises des XI^e et XV^e siècles européens, la longue phase dépressive commencée en 1914 et se terminant en 1945. Mondialisation, inflation, délocalisations, exclusions, stagnation marquent déjà ces périodes. La moitié du livre est cependant consacrée au « basculement » de la seconde période du XX^e siècle et à la crise actuelle dont les prémices, perceptibles dès la fin des années soixante, accompagnent « une lente agonie du social » et « l'échec de l'étatisme ». C'est avec satisfaction que nous voyons la mise en valeur de la nature anthropologique de la crise. Plusieurs passages font mouche. Ainsi l'auteur résume-t-il la contradiction entre le travail et le marché par cette phrase : « Les étiquettes sur les marchandises ne nous disent rien sur le parcours du produit, du travail, des avances des hommes. » Dommage qu'à la fin de la lecture domine un sentiment de pessimisme. Où est « la sortie par le haut » que l'auteur appelle de ses vœux ? Dans le développement de nouvelles formes économiques non marchandes ? Dans des services collectifs non étatisés ? Dans de nouvelles formes d'intervention des travailleurs dans les gestions ? À l'issue de la lecture, nous comprenons mieux la crise mais nous restons encore sur la rive. **Jean-Christophe Le Duigou** économiste et syndicaliste. **Jean-Louis Gombeaud**, « La crise de cent ans », Éd. Economica, 23

VOIR...

Nantes Châteaubriant : Attention au départ !



En écho à la thématique du voyage des Journées du patrimoine et à l'occasion de la réouverture prochaine de la ligne ferroviaire Nantes-Châteaubriant, la Région des Pays de la Loire propose aux visiteurs voyageurs de parcourir cette ligne qui a fonctionné pendant plus d'un siècle, de 1877 à 1980. Des photographes ont effectué un inventaire du patrimoine ferroviaire de la ligne, au vu des profondes modifications pour sa remise en fonctionnement : restauration, création ou suppression de gares, réaménagement d'ouvrages d'art, suppression d'objets liés au fonctionnement de la ligne. On découvre aussi des objets insolites. La dépose de la ligne Nantes-Châteaubriant, a notamment permis la récupération d'objets très caractéristiques tels que des leviers d'aiguillages, des plaques émaillées, des points kilométriques, qui sont exposés. Une exposition originale pour voyager du passé à l'avenir sur la ligne Nantes-Châteaubriant. Grand Hall de l'Hôtel de Région Jusqu'au 29 septembre.

MÉDIAS

2001 for ever ?

Il n'est pas trop tard pour revenir un instant sur le traitement de la "commémoration" des dix ans du 11 septembre 2001 par les médias. L'événement, certes, bouleversa le monde, par son choc émotionnel et par ses conséquences géopolitiques. Il aurait donc pu donner l'occasion d'un retour d'expérience sur l'état de notre univers "mental" dix ans après... Or, les médias français se sont contentés de rediffuser ad nauseam les images d'impacts d'avion sur les tours jumelles et de leur effondrement. Une envoyée spéciale de France 2 soulignant pourtant que ces commémorations

n'ont suscité qu'un intérêt limité chez les Américains eux-mêmes qui ont, pour l'heure, bien d'autres chats à fouetter. Depuis, maintenus dans un climat de peur permanente par une stratégie antiterroriste justifiant tout, y compris des guerres, les peuples occidentaux ont cependant bien compris que ces attentats au cœur du sanctuaire états-unien ont servi, partout dans le monde, de prétexte aux politiques sécuritaires de contrôle des individus et de restriction des libertés. Depuis, le réflexe condi-



tionné de survalorisation de la lutte antiterroriste garde son sens caché : nos dirigeants cultivent à travers lui l'espoir de marginaliser d'autres formes de luttes, autrement plus vitales pour l'avenir des citoyens, telles la lutte des classes et l'indispensable rupture avec le capitalisme... Avec les récents mouvements arabes d'émancipation, qui percutent pourtant de plein fouet certaines de ces "vérités" d'hier, sommes-nous bien assurés de vivre véritablement une fin de cycle ? Il faut tout faire pour être à la hauteur des enjeux de civilisation de notre époque et tirer un trait définitif sur le monde ravagé de l'après-11 septembre, que les médias s'emploient pourtant à pérenniser dans les esprits.

PRENONS NOTE...

Des retraités actifs

Le 6 octobre, les retraités seront dans l'action. Nombre d'entre eux font partie de ces 12,5 % de Français en-dessous du seuil de pauvreté. Le dossier sur la dépendance, reporté par le gouvernement à après les échéances électorales de 2012 (tiens donc pourquoi ?) demande pourtant un traitement urgent. Ils manifesteront à 10h30 à la Place de Bretagne à Nantes, et à Saint Nazaire. Soyons nombreux à les soutenir !

Accès à la justice pour tous !

L'UD CGT 44 communique : « Sous prétexte de financer la réforme de la garde à vue, le Gouvernement a décidé d'introduire des frais de justice en créant un droit de timbre de 35 euros. Cette mesure impacte la plupart des procédures judiciaires et plus particulièrement celles du travail: Prud'hommes, Tribunal des affaires de sécurité sociale et Tribunal des contentieux d'invalidité. Cette mesure, adoptée avec la Loi de Finances le 29 juillet, devrait entrer en vigueur dès le 1er octobre 2011. Promulguée dans la précipitation, elle est entachée de vices de procédures: non consultation du conseil supérieur de la Prud'homie, aucune procédure de contrôle de l'utilisation des fonds collectés par l'état (...) Cette mesure est contraire à l'article 6 de la Convention Européenne des Droits de l'Homme, au principe d'égal accès à la justice. En conséquence, la CGT appelle à signer la **pétition pour exiger l'abrogation** de l'article 54 de la Loi de Finance du 29 juillet 2011 et du décret d'application portant sur ce nouvel impôt. **La pétition est disponible auprès des militants CGT et dans l'ensemble des Unions Locales du département.** »

Les prétendants

Cette semaine à Nantes a vu s'ouvrir le bal des prétendants, avec la venue de Martine puis de François. Espérons qu'ils ne s'embourbent pas de façon « primaire », et que surtout « L'Humain d'abord » triomphe en 2012. Car la CGT le souligne : « il est de la plus haute importance que les revendications et les besoins des salariés envahissent le débat de la Présidentielle, face à un patronat de plus en plus agressif et gourmand ».

Au voleur !

Détournement du 1% logement : le gouvernement persiste et signe. Les 3,68 milliards détournés du budget d'Action logement (ex 1% logement) entre 2009 et 2011 ne lui ont pas suffi. Le gouvernement a en effet annoncé le maintien de ce hold-up à hauteur de 3,25 milliards d'euros sur trois ans, jusqu'en 2014. Ce détournement a pour seul objectif de pallier les désengagements de l'Etat en matière de construction de logements et de rénovation urbaine.

Pour qui le pétrole Libyen ?

De nombreuses entreprises sont dans les starting-blocks pour profiter des gisements pétroliers en Libye. Une guerre plus discrète, mais tout aussi stratégique. Selon des informations de Libération, la France aurait dès juillet dernier conclu un accord avec le Conseil national de transition (CNT) dans l'objectif de récupérer 35% du pétrole libyen en échange du soutien total et permanent du gouvernement français. Information démentie, par Alain Juppé et Total. En coulisses néanmoins, les entreprises ne le cachent pas, elles sont dans les starting-blocks pour préparer l'après Khadafi, et leurs futurs contrats.

Dans les temps de tromperie universelle, dire la vérité devient un acte révolutionnaire.
(George Orwell)

Tous en Grève le 11 octobre !



Le 13/9, l'UD 44 de la CGT tenait sa conférence de presse. Marie Claude ROBIN a souligné que Sept 2011 se différencie de Sept 2010 (en plein cœur du mouvement des retraites). Beaucoup n'ont pu prendre de vraies vacances, ont des problèmes grandissants de pouvoir d'achat et s'inquiètent pour l'emploi. La colère et le mal être dominant. Cela semble difficile à traduire en mobilisation, car le sentiment d'impuissance, ressenti après le combat contre la réforme des retraites, est puissamment entretenu par les discours dominants. La bataille idéologique est intense, particulièrement dans les entreprises. Contrairement à ce qui se dit, le chômage ne baisse pas en Loire Atlantique, car il a augmenté en juillet, contre toute « habitude », et sa faible baisse en septembre est loin de compenser cela. Les + de 50 ans sont les plus touchés (+12,5% chez les hommes, +14,7% chez les femmes !) et les jeunes chômeurs pâtissent déjà des effets de l'allongement de la durée de cotisation pour la retraite... Il faut ajouter une explosion de l'intérim et de la précarité au détriment des CDI. Les pressions se multiplient, ainsi que les délocalisations et restructurations, et les craintes de plans sociaux. Waterman à Saint Herblain explose en 4 entités. Que cela prépare-t-il ? A Arlux - Saint Herblain, un cabinet d'audit prend le commandement, passant par-dessus hiérarchie et syndicats. Le message affiché : « Restructurer ou la mort ». Goss-Carrefour vit la fusion avec l'Oise. Les services seront écartelés entre Nantes et Montaterra. A Béghin-Say, (200 emplois directs ou induits sur l'île de Nantes), la fermeture est annoncée pour juillet 2012. Toute l'activité serait dans le Nord de la France. Qu'advient-il du personnel ? Les chantiers de Saint Nazaire attendent toujours des commandes, dans le même temps où malgré 8 ans de plan de charge assuré, Airbus ne recrute pas pour autant... Cumulé aux liquidations de service publics, les raisons s'accroissent pour qu'après le 27 septembre, où la CGT appelle à soutenir les écoles publiques et privées (!) dans l'action, le 11 octobre, à l'appel de 5 confédérations, se traduise par des arrêts de travail et manifestations massifs !

EMBAUCHEZ !

Au bal des hypocrites, le patronat serait danseur étoile ! : Même dans les secteurs assurés d'un plan de charge sur plusieurs années, pas de recrutement pérenne, car «on ne trouve pas de compétences recherchées». C'est ce que décrit Laurence DANET, CGT-Airbus, où la Direction prétend ne pas trouver de personnel qualifié. Ainsi y travaillaient 1930 CDI ...et 291 intérimaires ! Peuvent-ils espérer une embauche ferme en fin de contrat ? Non, ils font 18 mois sur un site, 18 mois sur l'autre, puis sont orientés vers la sous-traitance. Car la vraie raison, érigée en dogme par les **Directeurs** : «Airbus Nantes ne dépassera plus jamais les 2000 CDI». Le syndicat démasque les faux arguments en installant, courant octobre, des

bureaux d'embauches devant les agences de Pôle Emploi du département. C'est la forme d'action que les Cheminots ont aussi prévu d'adopter le 21 septembre devant la Gare de Nantes. Les privés d'emploi sont invités à venir déposer leurs CV aux militants CGT de 9h00 à 13h00 accès Nord. Ils seront ensuite transmis à la Direction, pour mettre le nez des patrons dans leurs mensonges! En fait, on se rend compte dans tous les secteurs que même quand l'activité redémarre, avec une visibilité sur plusieurs années, seul le travail intérimaire et les CDD exposent, véritables variables d'ajustement. Et puis avez-vous vu souvent des précaires prendre la tête de l'action collective dans une boîte ?

EN MATIERE D'EMPLOI
LA C.G.T. MONTRE LA VOIE
DEVENEZ



CHEMINOT

Face aux difficultés, supposées, rencontrées par la direction pour l'embauche d'agents SNCF au statut,

**LA CGT PROPOSE
UN BUREAU DE RECRUTEMENT**

**MERCREDI 21 SEPTEMBRE 2011
de 9h00 à 13h00**

Gare de Nantes (accès Nord)

DEPOSEZ VOTRE CANDIDATURE

Le secteur public ferroviaire peut vous intéresser ?
Venez déposer votre CV et votre lettre de motivation.

Venez poser vos questions.

Syndicat CGT des Cheminots de Nantes - 19 Bd. de Stalingrad - 44000 Nantes
Tél. : 02.40.74.96.44 - Courriel : cheminot.cgt.nantes@wanadoo.fr

Stoppons la liquidation de l'enseignement

Toute la semaine du 5 au 9 septembre, les militants et élus communistes du Sud-Loire étaient à la rencontre des enseignants et parents d'élèves à la porte des écoles. Cette initiative, lancée par l'Association nationale des élus communistes a été prise comme une priorité par la section de Rezé-Sud Loire, qui a «couvert» les écoles primaires de Rezé, Bouguenais, Bouaye. L'accueil a été très chaleureux. En effet cette rentrée est marquée par la poursuite du démantèlement de l'Education Nationale avec 16 000 suppressions de postes (80 000 depuis 2007), et son cortège de fermetures de

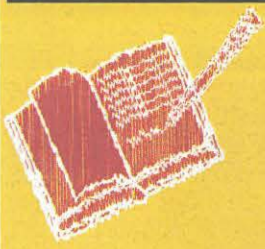
classes. Dans l'Ouest, près de 900 postes disparaissent, alors que le nombre d'élèves augmente, malgré le refus d'inscrire les enfants de 2 ans en Maternelle. Ainsi la Maternelle Salengro se retrouve avec des classes tournant autour de 30 élèves chaque, «grâce» à la fermeture décidée à la rentrée. Petite satisfaction, l'élémentaire de Château Sud qui avait vu confirmer la fermeture de ses classes a appris le lendemain sa réouverture. Sans doute, la mobilisation des parents, enseignants et élus a pesé dans ce revirement. Il faut continuer l'action sous toutes ces formes, car c'est à la volonté déli-

bérée de liquider l'enseignement de qualité pour tous que nous avons à faire. Déjà, il arrive que des remplacements de profs en collège aient été assurés au pied levé en

recrutant auprès de Pôle Emploi. Bonjour le suivi pédagogique ! Aussi, soyons nombreux à soutenir sous toute forme les enseignants en lutte le 27 septembre 2011.



AUJOURD'HUI ET DEMAIN



Retraités CGT

Jeudi 22 septembre : 26ème fête des retraités CGT de Loire-Atlantique. Dès 10h00 au parc de la Bégraisière à St-Herblain - Spectacles et débats.

Rezé Sud Loire

Jeudi 22 septembre : Assemblée de militants - 18h30 - Au siège de la section.

Bouguenais

Mardi 27 septembre : Assemblée des communistes Bouguenaisiens à 18 h 30. Salle en face de la Mairie de Bouguenais.

Brière

Mercredi 29 septembre : Assemblée générale de section à 19h00 à Trignac.

■ A la mémoire de Jean de Neyman et de l'esprit de résistance



Le 3 septembre dernier, à St-Nazaire, élus, militants politiques et associatifs, citoyens, se sont retrouvés **pour commémorer la mémoire de Jean de Neyman, héros de la résistance** fusillé à l'âge de 30 ans le 2 septembre 1944.

Résistant actif, Jean de Neyman a mené de nombreuses actions dans la région. C'est à l'issue de la capture d'un déserteur allemand -que le résistant essaya de soustraire à la patrouille qui vient de l'interpeller- que le jeune Jean est arrêté à son tour puis condamné à mort après avoir sauvé l'ensemble de ses camarades qui avaient été dénoncés. Pour Yvon RENEVOT, secrétaire de la section de St-Nazaire cette commémoration est aussi l'occasion d'honorer « **le courage et la détermination de ces femmes, de ces hommes, qui ont payé de leur vie, leur engagement dans la résistance** » pour « affranchir l'humanité de l'idéologie Nazie ». Une commémoration qui prend tout son sens dans le présent puisque ces femmes et hommes, comme Jean, **se battaient pour un idéal loin de l'idéologie actuelle** qui consiste comme le rappelle le dirigeant communiste nazairien, en une idéologie « de performance, de rentabilité, de compétitivité entre les hommes »... et ce que nous apprend Jean de Neyman ajoute-t-il, c'est à « ne jamais renoncer, à ne jamais transiger avec l'injustice et avec la dignité ». Un exemple à suivre et un destin singulier qui pour Yvon RENEVOT mérite que le Lycée professionnel d'Heinlex, prenne le nom de Lycée Jean de Neyman

■ Soirée des Jeunesses Communistes



Alors que l'offensive de la droite et des milieux financiers contre les peuples d'Europe et du monde entier ne fait que s'accroître et que la situation sociale et économique ne fait que de se détériorer **les Jeunes Communistes de Loire-Atlantique** veulent engager une rentrée

offensive et ambitieuse !

C'est ainsi que **le 20 octobre 2011 à partir de 19 H 30 se déroulera au bar « La scène Michelet » à Nantes** une soirée « Contre les précarités », avec au programme dans une ambiance festive une présentation de nos batailles de la rentrée (Nationalisation du logement étudiant, éducation, emploi, et international avec la Palestine). Cette soirée qui se doit avant tout d'être un moment de partage et de convivialité se déroulera quelques jours après les mobilisations interprofessionnelles du 27 Septembre et du 11 et 15 octobre. Ce sera ainsi l'occasion de faire le point en présence d'intervenants sur ces initiatives et sur les suites qui pourront y être données. Rendez-vous est donc donné pour une rentrée combattive !

« Nouvelles de Loire Atlantique »

Directeur de la Publication : Jérôme TURMEAU
Commission paritaire : N° 0310 I 86504
Imprimerie : IMPRAM Lannion
Composition : SEM Locminé
Responsable de la rédaction : Jérôme TURMEAU
NLA 41 rue des Olivettes - 44000 Nantes
Tél : 02 40 35 03 00 - Fax : 02 40 48 56 36
e-mail : redac.nla@orange.fr
Ce numéro des Nouvelles a été réalisé avec la collaboration de :
Marie-Annick BENÂTRE
Yannick CHENEAU
Pedro MAIA
Jean-Yves MARTIN
Yann VINCE



Vite lu...

■ Nécrologie

C'est avec tristesse que nous avons appris le décès de Martine Ardil, militante de la section Loire et Sèvre. Martine était une militante attachante, soucieuse de son parti. Elle nous quitte après avoir vécu sa maladie courageusement. Nous présentons à sa famille, Yves, Laëtitia, Mathieu, à ses proches, nos plus sincères condoléances.

■ Huma Café

« **Au cœur de l'Europe, les chemins contrastés et complexes de la réconciliation franco-allemande** », avec Nicolas Devers Dreyfus

Vendredi 7 octobre
à 18h

au salon de musique du Lieu Unique

■ Politique sécuritaire

ROMS: LA RATP COLLABORE AVEC LA POLICE...



Par Adrien HELARY

8 Les Nouvelles ■ Mahmoud Abbas, en tant que président de l'autorité palestinienne demandera, le 20 septembre prochain à l'ONU, avec l'appui de son secrétaire générale M. Ban Ki-moon, **la reconnaissance officielle de la Palestine en tant qu'Etat**. Actuellement la Pales-

tine ne bénéficie que d'un rôle d'entité à l'ONU, ce qui ne lui permet pas d'assister aux débats. Il est peu probable que la démarche aboutisse, elle nécessite au moins 9 voix au Conseil de Sécurité et les États Unis ont déjà annoncé qu'ils utiliseraient leur droit de veto. Les Palestiniens peuvent toute fois espérer obtenir un statut amélioré s'ils parviennent à réunir une majorité de voix à l'ONU. La reconnaissance d'un état Palestinien sur la base des frontières de 1967 a déjà été faite par 109 pays sur 193, notamment par des états africains mais aussi sud américains où excepté la

Colombie la quasi totalité des états ont reconnu le droit des palestiniens. Ils pourraient alors ratifier le traité de Rome ce qui leur permettrait de saisir la CPI. La démarche arrive dans un contexte particulier pour Israël puis-

qu'en écho du printemps arabe, **la population israélienne est dans la rue réclamant d'avantage de justice sociale**. Face à la contestation contre sa politique libérale, le gouvernement israélien a annoncé la reprise de la colonisation déclenchant une réponse armée de la part de factions pale-

niennes. L'extrême droite au pouvoir tente d'utiliser la vieille recette de l'ennemi extérieur pour faire taire le peuple, des gardes frontières égyptiens ont été tués et Israël

refuse de présenter des excuses à la Turquie pour l'abordage meurtrier de la première flottille pour Gaza. La France ne reconnaît que l'existence d'une Délégation générale de Palestine. Le vote de la France fait pourtant

peu de doute quand on voit la différence de traitement par l'Élysée entre le soldat Gilad Shalit et le franco-palestinien Salah Hamouri.

